



**DECISION N° 019/2022/ARMP/CRD/DEF DU 23 FEVRIER 2022
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN
COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DE KELIMANE ENTREPRISE SARL
RELATIF AU MARCHÉ DE CONSTRUCTION D'UNE TRIBUNE DE 1000 PLACES ET
DE REHABILITATION DES TERRAINS DE SPORTS DU CNEPS DE THIES LANCE PAR
LA DIRECTION DES INFRASTRUCTURES SPORTIVES DU MINISTERE DES SPORTS**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la loi n°2006-16 du 30 juin 2006 en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié ;

VU le décret n°2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARMP ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés Publics ;

VU la résolution n°09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n°07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU le recours de KELIMANE ENTREPRISE SARL reçu le 14 janvier 2022 ;

VU la quittance de consignation n°100012022000178 du 14 janvier 2022 ;

Monsieur Abdourahmane THIAM, Commissaire aux Enquêtes, entendu en son rapport ;

En présence de Monsieur Mamadou DIA, Président, de Madame Aïssé Gassama TALL, Messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics, secrétaire rapporteur du CRD, assisté par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision après examen des moyens ci-dessous développés par les parties ;

Par lettre reçue le 14 janvier 2022 au service courrier de l'ARMP sous le numéro 192, KELIMANE ENTREPRISE SARL (ex ECCOTRA SARL) a introduit un recours pour contester l'attribution provisoire de l'appel d'offres ouvert lancé par la Direction des Infrastructures Sportives (DIS) du Ministère des Sports, relatif aux travaux de construction d'une tribune de 1000 places et réhabilitation des terrains de sports du Centre National d'Éducation Populaire et Sportive (CNEPS) de Thiès.

LES FAITS

Le Ministère des Sports a inscrit dans son budget du programme développement de la Pratique et des Infrastructures sportives des fonds et à l'intention d'en utiliser une partie pour effectuer des paiements au titre du marché de construction d'une tribune de 1000 places et réhabilitation des terrains de sports du CNEPS de Thiès.

À cet effet, il a fait publier dans la parution du journal « le soleil » du jeudi 27 mai 2021, l'avis d'appel d'offres du marché N°T- DIS – 110 y relatif.

Lors de la séance d'ouverture des plis du mercredi 30 juin 2021, trois (03) offres ont été reçues et les montants suivants lus à haute voix :

N°	Soumissionnaires	Montants des offres en F CFA TTC
1	KELIMANE ENTREPRISE SARL (Ex ECCOTRA SARL)	467 596 435
2	CSTP SA	1 353 552 052
3	I.C SA	612 344 538

Suite à une première évaluation, le marché avait été attribué à KELIMANE ENTREPRISE SARL pour le montant de son offre visé ci-dessus.

Non satisfaite de cette décision, la société CSTP SA avait dans un premier temps saisi la Direction des Infrastructures Sportives (DIS) d'un recours gracieux, avant de porter le contentieux au niveau du CRD.

Par décision n° 143/2021/ARMP/CRD/DEF du 20 octobre 2021, cet organe avait ordonné l'annulation de cette décision d'attribution provisoire et la reprise de l'évaluation des offres.

Au terme de cette réévaluation, la commission des marchés a proposé l'attribution provisoire du marché à la société CSTP SA, pour un montant d'un milliard trois cent cinquante-trois millions cinq cent cinquante-deux mille cinquante-deux (1 353 552 052) francs CFA TTC.

Suivant cette proposition, l'autorité contractante a fait publier l'avis d'attribution provisoire du marché dans le journal « Le Soleil » du mardi 4 janvier 2022.

C'est alors que KELIMANE ENTREPRISE SARL a saisi le vendredi 7 janvier 2022, la Direction des Infrastructures Sportives (DIS) d'un recours gracieux, pour contester cette décision.

Non satisfaite de la réponse de l'autorité contractante, la requérante a saisi le CRD d'un recours contentieux reçu le 14 janvier 2022.

Par décision N°003/2022/ARMP/CRD/SUS du 27 janvier 2022, le CRD a déclaré le recours recevable, ordonné la suspension de la procédure et demandé à l'autorité contractante, la transmission des éléments du dossier.

Par courrier reçu le 15 février 2022, la Direction des Infrastructures Sportives (DIS) a transmis ses observations ainsi que les éléments dudit dossier.

SUR LES MOYENS DE LA REQUERANTE

À l'appui de son recours, KELIMANE ENTREPRISE SARL soutient d'emblée que le critère relatif à la réalisation d'un marché similaire renvoie à l'exécution de marchés analogues mais pas obligatoirement identiques.

De ce fait, elle affirme avoir réalisé les travaux ci-dessous :

- ✓ travaux de construction des stades de Touré Mbondé, d'Agnam Civol et de Niandane, exécutés et terminés durant la période comprise entre les années 2018 et 2020, pour un montant total de trois cent quatre-vingt-huit millions huit cent trente mille neuf cent soixante-quatre (388 830 964) francs CFA, soit 97% du montant demandé ;
- ✓ travaux de construction de l'hôpital de niveau 1 de la commune d'Agnam Civol, pour un montant d'un milliard cinq cent seize millions cinq cent quarante-trois mille cinq cent quarante-trois (1 516 543 543) francs CFA, réalisé en 2020.

Au regard du personnel d'encadrement, elle affirme avoir proposé des experts qualifiés qui ont tous présenté des CV comportant des références similaires plus complexes que celles requises en l'espèce.

Par rapport au principe d'économie et à la politique de résilience de l'État du Sénégal dans le contexte de pandémie mondiale liée à la maladie à Coronavirus, elle estime que le rejet de son offre fera perdre à celui-ci, une somme égale à huit cent quatre vingt cinq millions neuf cent cinquante cinq mille six cent dix-sept francs (885 955 617) CFA TTC.

SUR LES MOTIFS DONNES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE

L'autorité contractante a tout d'abord rappelé, que la commission technique d'évaluation des offres a procédé à une réévaluation des offres conformément à la décision N°143/2021/ARMP/CRD/DEF du 20 octobre 2021.

Pour justifier la décision de rejet de l'offre de la requérante, elle affirme que celle-ci n'a pas prouvé la réalisation d'un marché similaire au cours des trois dernières années (2018-2019-2020) avec une valeur minimum de quatre cent millions (400 000 000) de francs CFA.

OBJET DU LITIGE

Il résulte de la saisine et des faits qui la sous-tendent que le litige porte sur :

- le bien-fondé du rejet de l'offre de KELIMANE ENTREPRISE SARL pour défaut de qualification, relativement à son expérience spécifique et à son personnel;
- le non-respect du principe d'économie dans les marchés publics.

EXAMEN DE LA DEMANDE

Considérant qu'il résulte de l'article 44 du Code des Marchés publics, que tout candidat à un marché doit justifier qu'il dispose des capacités juridiques, techniques, financières et environnementales requises pour exécuter le marché, en présentant tous documents et attestations appropriés énumérées par le dossier d'appel à la concurrence ;

• Sur l'expérience spécifique

Considérant qu'il est requis dans le DAO, que le candidat doit avoir effectivement réalisé en tant qu'entrepreneur ou sous-traitant au moins (01) marché au cours des trois dernières années (2018,2019,2020) avec une valeur de quatre cent millions (400 000 000) F CFA, qui a été exécuté de manière satisfaisante et terminé pour l'essentiel et qui est similaire aux travaux objet du présent marché ;

Que la similitude portera sur la taille physique, la complexité, les méthodes/Technologies ou autres caractéristiques telles que décrites dans la section IV étendue des travaux dudit DAO ;

Considérant également, que pour apprécier la similarité dans les marchés publics, il est généralement admis de prendre en compte les aspects liés à la nature, à la complexité et à l'envergure des travaux et services à réaliser, ou des fournitures à livrer ;

Considérant que pour satisfaire le critère susvisé, la requérante a fourni plusieurs attestations de travaux exécutés parmi lesquelles, une attestation délivrée par l'Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public contre le sous-emploi (AGETIP) et relative à la réalisation des travaux ci-dessous :

- construction du stade d'Agnam Civol pour un montant de quatre vingt trois millions neuf cent treize mille cinq cent trente-deux (83 913 532) francs CFA en 2018 ;
- construction du stade de Touré Mbondé (Lot 2) pour un montant de cent quarante-sept millions deux cent quatre-vingt et un mille cinq cent vingt (147 281 520) francs CFA en 2019 ;
- construction du stade de Ndiandane pour un montant de cent cinquante sept millions six cent trente cinq mille neuf cent vingt-deux (157 635 922) francs CFA en 2020 ;

Considérant qu'il ressort de l'examen de cette attestation, que KELIMANE ENTREPRISE SARL a réalisé des marchés relatifs à des travaux de construction de terrains de football ne disposant pas de tapis vert, des terrains de basket-ball ainsi que des tribunes dont le nombre de places varie entre cinq cent (500) et mille (1000) et qui du point de vue de leur nature et complexité, sont similaires aux travaux prévus dans le cadre de la présente procédure ;

Que toutefois, au regard de leur envergure, aucun de ces marchés pris isolément ou globalement n'atteint le montant de quatre cent millions (400 000 000) F CFA fixé par le DAO ;

Qu'au point que l'autorité contractante ne peut pas courir le risque de confier l'exécution de ces travaux à une entreprise qui n'a pas prouvé à suffisance, sa parfaite maîtrise du secteur d'activité dans lequel elle dépose une proposition ;

Que dès lors, la décision de l'autorité contractante sur ce point est justifiée ;

- **Sur le personnel**

Considérant qu'il résulte du DAO, que le candidat doit établir qu'il dispose du personnel pour les positions clés suivantes :

- un ingénieur en génie civil, avec au moins cinq (5) années d'expérience globale en travaux, ayant exécuté deux marchés similaires au cours des cinq dernières années ;
- un conducteur de travaux, Ingénieur en génie civil, avec au moins cinq (5) années d'expérience globale en travaux, ayant exécuté deux marchés similaires au cours des cinq dernières années ;
- un ingénieur ou technicien électromécanicien, avec au moins cinq (5) années d'expérience globale en travaux, ayant exécuté deux marchés similaires au cours des cinq dernières années ;
- un technicien horticole, avec au moins cinq ans d'expérience globale en travaux, ayant exécuté des marchés d'espaces verts ;
- un Chef de chantier Génie Civil, avec au moins cinq ans d'expérience globale en travaux, ayant exécuté deux marchés similaires au cours des cinq dernières années ;

Considérant que la requérante a proposé dans son offre la liste du personnel ci-dessous :

- un ingénieur Génie Civil qui a eu à capitaliser plus de quinze (15) ans d'expérience en Bâtiments et travaux publics et ayant participé à la réalisation des travaux de construction des stades de Touré Mbondé et Ndiandane cités précédemment ;

- un conducteur de travaux, technicien supérieur en génie civil disposant d'une expérience de plus de onze (11) ans en travaux et construction et ayant participé à la réalisation des travaux de construction du stade de Touré Mbondé et du stade rural dans la Commune de Ndiognick ;
- un Ingénieur électromécanique qui détient une expérience de plus de dix (10) ans dans son domaine et désigné responsable du lot technique des travaux d'électrification des stades de Touré Mbondé et de Ndiandane ;
- un technicien horticole disposant de plus de vingt (20) ans d'expérience dans l'aménagement paysager et ayant exécuté plusieurs marchés d'espaces verts ;
- un chef de chantier qui est technicien supérieur en génie civil, avec plus de vingt (20) ans d'expérience et ayant conduit pour le compte de la requérante, les travaux de construction des stades de Touré Mbondé et Ndiandane ;

Considérant que sur la base des développements faits dans le point précédent, les marchés relatifs à la construction des stades de Touré Mbondé et de Ndiandane ne sauraient être pris en compte dans l'appréciation de la qualification du personnel de la requérante ;

Que suite à une analyse comparative entre profils recherchés et profils proposés, il apparaît, à l'exception du poste de technicien horticole, que celle-ci a présenté un personnel qui ne satisfait pas à tous les critères exigés par l'autorité contractante dans son DAO ;

Que dès lors, la décision de l'autorité contractante sur ce point, est tout aussi justifiée ;

Considérant qu'en définitive, KELIMANE ENTREPRISE SARL ne satisfait pas à tous les critères de qualification fixés par le DAO et que dans ces conditions, c'est à juste titre que la Direction des Infrastructures Sportives (DIS) a écarté son offre ;

Qu'il y a lieu de rejeter le recours sans qu'il ne soit nécessaire d'examiner le point relatif au non-respect du principe d'économie ;

Qu'il y a lieu par conséquent, de déclarer le recours de KELIMANE ENTREPRISE SARL non fondé, d'ordonner la continuation de la procédure de passation du marché et la confiscation de la consignation ;

PAR CES MOTIFS

- 1) Constate, que KELIMANE ENTREPRISE SARL a réalisé des marchés relatifs à des travaux de construction de terrains de football ne disposant pas de tapis vert, des terrains de basket-ball ainsi que des tribunes, qui du point de vue de leur nature et complexité sont similaires aux travaux prévus dans le cadre de la présente procédure ;
- 2) Dit toutefois, qu'aucun de ces marchés pris isolément ou globalement n'atteint le montant de quatre cent millions (400 000 000) F FCA fixé par le DAO ;

- 3) Dit, que le recours de la requérante sur ce point, n'est pas justifié ;
- 4) Constate qu'à l'exception du poste de technicien horticole, la requérante a présenté un personnel qui ne satisfait pas à tous les critères exigés par l'autorité contractante dans son DAO ;
- 5) Dit, que la décision de l'autorité contractante sur ce point est tout aussi justifiée ;
- 6) Dit qu'en définitive, que KELIMANE ENTREPRISE SARL ne satisfait pas à tous les critères de qualification fixés par le DAO et que dans ces conditions, c'est à juste titre que la Direction des Infrastructures Sportives (DIS) a écarté son offre ;
- 7) Dit aussi, qu'il y a lieu de rejeter le recours sans qu'il ne soit nécessaire d'examiner le point relatif au non-respect du principe d'économie ;
- 8) Dit par conséquent, qu'il y a lieu, de déclarer le recours de KELIMANE ENTREPRISE SARL non fondé, d'ordonner la continuation de la procédure de passation du marché ainsi que la confiscation de la consignation ;
- 9) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) est chargé de notifier à KELIMANE ENTREPRISE SARL, à la Direction des Infrastructures sportives du Ministère des Sports, ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.



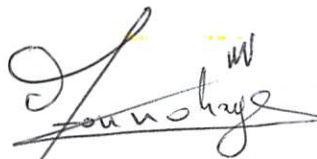
Le Président

Mamadou DIA

Les membres du CRD



Aïssé Gassama TALL



Moundiaïe CISSE



Mbareck DIOP

**Le Directeur Général,
Rapporteur**



Saër NIANG